

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2021, Vol. 6, N°1

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIwersYTET
EKONOMICZNY
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Directeur de la publication

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Alastair ALINSATO, Bénin
Camille BAULANT, France
Matouk BELATTAF, Algérie
Francis BISMANS, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Bernard COUPEZ, France
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules-Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Michel LELART, France
Laura MARCU, Roumanie
Boniface MBIH, France

Isabel MOCOROA-VEGA, Espagne
Mbodja MOUGOUE, États-Unis
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Jean-Christophe POUTINEAU, France
Carlos QUENAN, Argentine
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Xavier RICHEL, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Baiba ŠAVRINA, Lettonie
Lansana SEYDI, Brésil
Viatcheslav SHUPER, Russie
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada

Comité de rédaction

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne
Małgorzata MACUDA, secrétaire de rédaction, USEGP, Pologne

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Paris, Poznań 2021

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (KRZYSZTOF MALAGA)	3
BERNARD LANDAIS Une théorie du développement économique	7
PIOTR BANASZYK, PRZEMYSŁAW DESZCZYŃSKI, MARIAN GORYNIA, KRZYSZTOF MALAGA Prémises pour la modification de certains concepts économiques causées par la pandémie de Covid-19	33
ABDOU THIAO, SOULEYMANE OUONOGO La mobilisation des ressources fiscales en Afrique subsaharienne : quel rôle des flux financiers illicites ?	61
HAMIDOU SAWADOGO Effets de la corruption sur l'activité bancaire en Afrique subsaharienne (AfSS)	79
ADOUM GUELEMINE WEIBIGUE Subventions d'engrais et productivité agricole dans la Vallée du Fleuve Sénégal	101
CHEIKH TIDIANE NDOUR, ADAMA FAYE Commerce international, croissance économique et environnement au Sénégal	115
MOUKPÈ GNINIGUÈ, TOM-IRA ZOU TCHALIM Effet de l'émigration sur la transformation structurelle de la Communauté Éco- nomique des États de l'Afrique de l'Ouest	129
MADOU CISSÉ, FALINGUÉ KEITA Déterminants de l'adoption de l'Internet mobile par les consommateurs Maliens	151
ABDOUL KARIM DIAMOUTENE Effets des transferts de fonds internationaux sur l'utilisation du crédit par les exploitants agricoles au Mali	172

ANTOINE NGAKOSSO

**Réexamen de l'hypothèse des déficits jumeaux dans les pays en développement :
cas du Congo**..... 189

FERDINAND MOUSSAVOU

**Investissements directs étrangers et croissance économique au Congo-Brazzaville :
une étude par l'approche vectorielle à correction d'erreur (VECM) pour la période
de 1980 à 2016**..... 213

UNE THÉORIE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

A theory of economic development

BERNARD LANDAIS

Professeur Emérite à l'Université de Bretagne-Sud, France
landais-bernard@wanadoo.fr

Abstract : Many societies are stuck in development ; to relaunch the process, the article proposes a new theoretical context derived from the MIE-Growth model extended to development. The importance of human cultures and their transmission is emphasized, alongside all the more traditional forces of investment. Development is also considerably hampered and sociologically constrained by the existence of pressures on the choices of individuals.

Keywords : growth, development, human cultures, investments, inheritance, pressures.

Résumé : Beaucoup de sociétés sont en panne de développement ; pour relancer le processus, l'article propose un nouveau contexte théorique dérivé du modèle MIE-Croissance élargi au développement. L'importance des cultures humaines et de leur transmission est soulignée, à côté de toutes les forces d'investissement plus classiques. Le développement est aussi considérablement freiné et sociologiquement restreint par l'existence des pressions s'exerçant sur les choix des individus.

Mots-clés : croissance, développement, cultures humaines, investissement, transmission, pressions.

JEL Classification : O, O10, O11, O15, O50.

Introduction

On prend progressivement conscience du reflux généralisé du développement économique partout dans le monde. Dans les pays déjà avancés on a le sentiment que le « champ du développement » est mal entretenu, beaucoup s'enfonçant dans le déclin économique et une morosité inquiète. Tout se passe comme si les anciens ressorts du progrès humain s'y étaient assez brusquement détendus. Dans les pays en retard, les avancées promises se dérobent et l'espoir de développement disparaît.

Il n'est jusqu'aux pays émergents qui ne parviennent pas à transformer la croissance du PIB en progrès sociétaux et culturels pour la majorité de leur peuple.

La France et l'Europe de l'Ouest perdent leur développement par affaïssement économique, démographique, identitaire et moral. La crise sanitaire de 2020 en est l'expression désolante. La Chine qui veut ignorer l'individu et sa dimension spirituelle au profit d'une croissance matérialiste grossièrement inégalitaire, se tourne vers la puissance et la recherche de domination ; elle renoue avec le communisme. Les sociétés musulmanes radicalisent leurs croyances et durcissent leurs rapports internes et externes. Certaines comme la Turquie se tournent vers la recherche prioritaire de puissance en ignorant le développement. De leur côté, en Afrique ou en Amérique latine, beaucoup de pays restent ou redeviennent des sociétés duales ou multiculturelles, certains groupes prospérant et certains autres perdant tout contrôle sur leur avenir. L'Afrique, aux prises avec une expansion démographique excessive, connaît une croissance économique insuffisante. On pourrait multiplier les exemples, sans omettre évidemment celui de la principale puissance mondiale, les Etats-Unis, où le risque d'éclatement apparut lors de l'élection présidentielle de 2020 témoigne d'un déclin humain accéléré et de clivages inquiétants. Ce cas illustre bien l'un des paradoxes du temps : des sociétés avancées, surtout anglo-saxonnes, jouissent encore d'une croissance économique substantielle mais ne parviennent pas à en tirer un bien-être supplémentaire pour le plus grand nombre ; elles sont exactement « le » mauvais exemple pour les autres économies, en particulier celles des pays émergents. Le développement économique évanoui est en lien étroit avec ce mal-être généralisé puisque qu'il en est tout à la fois une cause et une des conséquences. Faute d'obtenir d'eux un vrai développement, la plupart des populations se détournent de leurs dirigeants, le mépris réciproque étant porteur de situations pré-révolutionnaires.

Ainsi, le chemin du développement économique doit-il être à nouveau exploré et réemprunté pour écarter du monde les catastrophes qui se profilent. Est-ce encore possible ?

Pour renouer avec le développement économique, tentons d'abord de le comprendre. Une théorie claire est un préalable nécessaire à des ajustements patients car la croissance économique et le développement sont des phénomènes de basse fréquence.

La route est longue mais elle reste praticable. Les options sont largement celles des gouvernements nationaux qui gardent encore la main sur ces enjeux de croissance et de développement, sous réserve de leurs traités d'intégration. A cette réserve près, qui parfois n'est pas mince, les pays peuvent librement choisir le développement économique comme axe de leur politique future.

Qu'appelle-t-on développement économique ?

C'est d'abord le surplus d'utilité liée à la quantité de biens et services dont on bénéficie, directement par la consommation privée ou indirectement par les ser-

vices publics ; il n'est qu'un premier élément. Un deuxième élément, tout aussi important, est la qualité de la vie humaine, combinaison de temps et de cultures. **Le niveau de développement économique se définit donc comme l'utilité finale des consommations, de l'allocation du temps et des cultures appropriées, en une combinaison qui optimise la qualité de la vie humaine.**

Selon cette définition, une société traditionnelle peut parfois être développée. A l'examen, on pourra constater qu'elle a disposé de certaines cultures humaines d'un niveau élevé : coutumes, pratiques sociales, solidarités, religion... Cependant, son problème devient vite celui des menaces et des influences extérieures car elle s'en défend mal, faute de puissance ; la recherche de moyens supplémentaires appropriés s'impose souvent à elle à la suite de ces contacts, la sauve parfois physiquement mais la dénature toujours.

Techniquement, le niveau de développement économique s'obtient par une fonction d'utilité de type traditionnel soumise aux règles classiques des utilités marginales décroissantes et dont les arguments sont le PIB, les patrimoines privés, le temps non professionnel, quelques cultures humaines et les contraintes ou pressions.

Le PIB est lui-même le fruit des progressions de l'organisation et des facteurs de production, c'est-à-dire des investissements effectifs. A leur tour, ces derniers dépendent d'une quantité de variables dont beaucoup sont également des cultures humaines utiles.

En définitive, le développement économique apparaît comme le résultat d'un processus quasi illimité d'investissements passés en facteurs et en cultures.

La théorie du développement retenue ici s'appuie sur le modèle de croissance du PIB à investissements effectifs (MIE). Le MIE expose la diversité des cultures humaines et analyse leurs impacts spécifiques sur les investissements en facteurs de production. Son exposé sera le fil conducteur de notre première partie. Une de ses « pointes » explore les voies de transformation des progrès qu'inclut le PIB en développement économique. Cependant, nous verrons qu'il s'agit plutôt d'un système interactif réunissant à parité la croissance économique et le mouvement de développement.

La deuxième partie sera consacrée aux facteurs spécifiques du développement, les déterminants de l'utilité collective agissant sur la qualité de vie. On reliera d'abord la croissance du PIB au développement ; l'économiste se déplacera ensuite sur des terrains mouvants où il ne pourra faire état de beaucoup de chiffres mais où les principales avancées se feront au contact de la philosophie, des religions et des techniques.

La démarche exprime le retour en force de l'analyse du développement. Par le passé, les macroéconomistes anglo-saxons du courant théorique principal unifiaient l'analyse dynamique de longue période autour de la notion de croissance économique ; le cas des pays pauvres rejoignait alors celui des pays riches au sein d'une analyse trop souvent désincarnée mais se prêtant à la mesure. De nos jours,

les problèmes des pays riches redeviennent ceux des pays pauvres et relèvent de plus en plus de la théorie élargie du développement. Ce renversement est scientifiquement heureux car il nous rapproche des vraies causes des dynamiques économiques et prépare les politiques concrètes exigées par la situation déprimée évoquée au commencement.

L'analyse débouche sur une mise en système des problématiques de la croissance économique et du développement, rassemblant la quantité en mouvement et la qualité en mouvement. Si la démarche s'effectue dans cet ordre classique, en principe rien n'interdirait désormais de procéder en sens inverse : l'approche du développement redeviendrait alors première et celle de la croissance économique suivrait. Comme l'immense majorité des économistes est bien cramponnée à la théorie de la croissance économique conventionnelle, il est pourtant préférable de suivre l'ordre de réflexion adopté par le texte.

Eclairer la politique future à mener pour renverser les mauvais courants de déclin ne fournit pas de solution miracle ! Il n'y a pas d'alternative à une transmission plus active du capital et des cultures favorables à la croissance et à la qualité de la vie humaine. Cette politique de restauration patiente se heurte pourtant à un obstacle considérable, celui des mentalités contraires et du soutien qu'elles reçoivent des diverses formes de pouvoir.

Première partie : Croissance et développement économique

Le modèle MIE

Le modèle à investissement effectif¹ (MIE) nous vient du modèle néoclassique de comptabilité de croissance et suggère une fonction de production impliquant un élément O d'organisation globale et quatre facteurs : le travail, le capital physique, la culture humaine professionnelle² et le stock de procédés technologiques.

Fonction de production

$$Y = O \cdot L^{\alpha_L} \cdot K^{\alpha_K} \cdot (H1P)^{\alpha_{H1P}} \cdot A^{\alpha_A} \quad (\text{on suppose que : } \alpha_L + \alpha_K + \alpha_{H1P} + \alpha_A = 1)^3$$

Après passage aux logarithmes et quelques transformations, l'équation de croissance du produit par tête se présente comme ci-dessous.

¹ MIE est exposé en détail dans mon ouvrage : Landais (2020b).

² L'une des formes de culture humaine, voir l'encadré 1.

³ On pourrait suggérer : $\alpha_A = \alpha_{H1P} = 0,3$ et $\alpha_L = \alpha_K = 0,2$.

Taux de croissance du produit par tête

$$d\text{Log}(Y/N) = d\text{Log} O + \alpha_L d\text{Log} L + \alpha_K d\text{Log} K + a_{\text{H1P}} d\text{Log}(\text{H1P}) + \alpha_A d\text{Log} A - d\text{Log} N$$

Y, est le PIB et $d\text{Log}Y$ son taux de croissance ; O, le facteur d'organisation et $d\text{Log} O$ son taux de croissance ; K, le capital physique et $d\text{Log}K$ son taux de croissance ; A, le capital technologique de procédés et $d\text{Log}A$ son taux de croissance ; L, le travail en heures et $d\text{Log}L$ son taux de croissance ; H1P, la culture humaine professionnelle et $d\text{Log}H1P$ son taux de croissance ; N, la population totale et $d\text{Log}N$ son taux de croissance.

Encadré N°1 Le capital humain et ses cultures humaines

Les « cultures humaines » composant le « capital humain » sont utilisées dans l'ensemble du texte⁴. Dans la plupart des cas, il s'agit d'éléments de culture individuelle susceptibles d'être agrégés au plan global (avec une exception notable, la puissance). On a donc :

H1P : culture humaine professionnelle, le niveau de qualification pour produire.

H2ER : culture entrepreneuriale de liberté et de responsabilité.

H3SC : culture scientifique, l'aptitude à concevoir et à mettre en œuvre de nouvelles idées.

H4C : culture de croyance religieuse et philosophique, du sentiment d'appartenance et de l'identité.

H5PU : puissance nationale, la seule culture-capital qui n'a de sens qu'au niveau global.

H6V : la volonté personnelle de réussite économique et sociale mais aussi le patriotisme, la traduction collective de la volonté de réussite.

H7SA : la perception santé et le contexte d'environnement qui y contribue.

H8SU : le capital de sûreté et de sécurité de vie : le « ressenti » correspondant.

H9p : la capacité d'épanouissement personnel et de convivialité : famille, association, charité, solidarité, sport, musique, pêche, chasse, voyages ... c'est la culture populaire privée dans toute sa diversité.

H10Pa : la culture de participation et du sentiment personnel d'utilité pour autrui.

Le modèle MIE se déroule en tenant compte de la valeur des progressions de facteurs, progressions baptisées investissements car chacune traduit un effort conscient et ne peut se réduire à une évolution exogène.

⁴ Les éléments H de ce tableau sont présentés plus longuement dans mon ouvrage, Landais (2020b).

L'organisation mise à part, les fonctions d'investissement sont toutes bâties selon le même schéma⁵. Les investissements dépendent à chaque fois de la productivité marginale anticipée nette d'impôts c'est-à-dire du rendement final du facteur considéré. Ils dépendent aussi de beaucoup d'autres variables et en particulier des valeurs des cultures humaines composant le capital-humain citées dans l'encadré 1.

Les fonctions d'investissement des facteurs

Croissance de l'organisation⁶ $d\text{Log } O = F_o(K_{\text{pub}}, \text{Adm}, \text{Ouv}, \text{H5PU}, \text{H8SU}, \text{AE})$

Investissement en capital physique K

$$d\text{Log}K = F_k \{ [f^e [O. (\alpha_K). L_L^\alpha \cdot \text{H1P}_{\text{h1P}}^\alpha \cdot A_A^\alpha \cdot K_K^{(\alpha-1)} - \text{Tax}], \text{H2ER}, \text{H3SC}, (\text{Ouv} \times \text{H5PU}), d_K, \text{QPC}, \text{Adm}] \}$$

Investissement en capital humain professionnel H1P

$$d\text{Log } \text{H1P} = F_{\text{H1P}} \{ [f^e [O. (a_{\text{h1P}}). L_L^\alpha \cdot A_A^\alpha \cdot K_K^\alpha \cdot \text{H1P}_{\text{h1P}}^{(\alpha-1)}, \text{Tax}], K_{\text{pub}}, \text{Adm}, \text{AE}, \text{QPC}, \text{H6V}, \text{H7SA}, \text{H10Pa}, \text{Ouv}, d\text{Log}K, d\text{Log}A, d_{\text{h1}}] \}$$

Investissement en progrès technique A

$$d\text{Log}A = F_A \{ [f^e [O. (\alpha_A) L_L^\alpha \cdot \text{H1P}_{\text{h1}}^\alpha \cdot K_K^\alpha \cdot A_A^{(\alpha-1)}, \text{Tax}], \text{H3SC}, A_{\text{pub}}, \text{Ouv}, \text{H5PU}] \}$$

Offre de travail L

$$d\text{Log}L = F_L \{ [f^e [O. (\alpha_L) \cdot \text{H1P}_{\text{H1}}^\alpha \cdot A_A^\alpha \cdot K_K^\alpha \cdot L_L^{(\alpha-1)}], \text{Tax}], \Delta\text{LogH1P}, \text{Adm}, \text{QPC}, \text{H4C}, \text{H5PU}, \text{H6V}, \text{H7SA}, \text{H10Pa}, \text{Ouv}, \text{Dém}o] \}$$

Avec Y, le PIB ; K, le capital physique ; L, la quantité de travail ; H1P, la culture humaine de production ; H2ER, la culture entrepreneuriale et de prise de responsabilité

⁵ Dans le cas du travail, le terme investissement peut être remplacé par « implication » et la fonction devient l'offre de travail.

⁶ Il ne s'agit pas d'une fonction d'investissement à proprement parler même si certains de ses acteurs (juristes, administrateurs, gestionnaires, diplomates) en réalisent implicitement ou explicitement.

; A, l'agrégat des techniques ; O, le facteur d'organisation ; Tax, la variable fiscale ; Kpub, les équipements publics ; Adm, la qualité administrative ; Ouv, le degré d'ouverture extérieure ; AE, la qualité de gestion des entreprises ; H3SC, la culture scientifique ; H4C, la culture de croyance ; H5PU, la puissance ; H6V, la volonté de réussite ; H7SA, le capital-santé ressenti ; QPC, la qualité de la politique conjoncturelle ; dk, le taux de dépréciation du capital physique ; Apub, les investissements publics de recherche ; H8SU le ressenti de sûreté ; H10Pa le sentiment de participation et d'utilité pour autrui ; Demo, des éléments démographiques. Les a_i sont divers paramètres compris entre 0 et 1 ; f^c indique une fonction de densité de probabilité exprimant l'idée d'anticipation des rendements.

Le modèle ainsi décrit s'articule avec les progressions de facteurs influencées par la contribution d'une série de variables. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Une remontée dans le temps s'impose, puisque l'évolution de ces nombreuses variables dépend elle-même d'autres variables en amont, des produits passés Y_t et bien souvent, des mêmes variables aux dates anciennes. On peut ainsi longuement cheminer à rebours ou selon le langage mathématique, par récurrence.

L'explication donne une place très importante et quasi prédominante aux diverses formes du capital humain, de H1 à H10. Elles interviennent pour commander les progressions de facteurs soit immédiatement soit indirectement au cours du temps passé, à travers leur influence sur le produit et sur les autres variables apparaissant dans les fonctions d'investissement diverses. Si l'on explorait assez loin l'Histoire à reculons, la part des cultures humaines finirait par atteindre 100 % du corpus explicatif de la croissance économique⁷. Ceci permet de mieux comprendre la célèbre maxime de Jean Bodin : « Il n'est de richesse que d'hommes » illustrant le fait qu'à très long terme ce ne sont ni la chance ni la position géographique ni les ressources naturelles qui expliquent le destin économique des peuples mais la transmission du capital humain sous toutes ses formes.

Les diverses cultures humaines sont transmises et chacune d'elle évolue en permanence grâce à des investissements d'éducation pour soi-même et pour autrui⁸. Ainsi l'accumulation du capital humain d'un pays, à la fois en quantité et en structure, est l'affaire la plus importante pour la croissance économique de longue période. Le fait d'avoir repéré une dizaine de cultures humaines différentes ayant une influence directe ou indirecte sur la valeur du PIB⁹ montre la nécessité et en

⁷ On voit la plupart des autres variables explicatives disparaître progressivement au fur et à mesure qu'on étend l'horizon temporel loin dans le passé.

⁸ Evidemment pour les enfants et les jeunes par l'éducation familiale, personnelle et scolaire ou universitaire.

⁹ En observant les fonctions d'investissement pour les facteurs et pour l'organisation, on repère que neuf cultures humaines (sur dix) ont un impact identifié sur leur progression et donc sur celle du PIB.

même temps la difficulté des choix à opérer par les individus et les pouvoirs publics pour maximiser la croissance.

Pour les économies de notre époque, on peut écarter d'emblée l'idée d'un surinvestissement généralisé ou spécifique en cultures humaines. Nos sociétés sont largement restées en deçà de la valeur de « règle d'or » et figurent toutes en « zone économique efficiente » celle où tous les investissements ont des rendements suffisants. En conséquence, et comme pour l'investissement en capital physique, il n'y a pas de plafond à l'effort de transmission et d'accroissement des cultures humaines. L'essentiel de l'effort théorique s'intéressera donc aux parts absolues et relatives des diverses cultures. Indéniablement, c'est sur ce point que l'action politique doit être éclairée au mieux pour définir les priorités. Comme indiqué dans le modèle MIE, la plupart des cultures humaines a effectivement un impact identifiable sur les dynamiques des facteurs et ensuite sur celle du PIB.

Encadré N°2 Un exemple : H2ER la culture de liberté

Dans l'analyse du facteur entrepreneurial, les économistes pointent la primauté de la prise et de la maîtrise du risque qui font de la culture H2ER un argument dominant des décisions d'investissement¹⁰ relatives aux facteurs K et A. Sans bonne appréciation et maîtrise du risque à un niveau élevé, c'est-à-dire sans la présence de véritables entrepreneurs en bonnes dispositions matérielles et mentales de les réaliser, il n'y a pas d'investissements ou pas suffisamment. Alors, les conditions de survie de l'économie de marché ne sont plus réunies.

La proposition se décline à d'autres niveaux, y compris à celui des prises de position publiques. Pour un pays, l'organisation du système administratif, par exemple les statuts et l'autonomie de décision des responsables de tous styles, importe beaucoup pour la valeur prise par le facteur O d'organisation et pour le montant de la production nationale. Néanmoins, l'impact du facteur H2ER est maximum dans la sphère des entreprises privées.

La culture H2ER d'entreprise, de responsabilité et de liberté s'est considérablement affaiblie en Occident alors même qu'elle en avait été l'atout principal jusqu'ici¹¹. Cela s'est d'abord produit par une érosion au niveau des mentalités et par une éducation des jeunes détruisant l'idée d'un contrôle personnel du risque ; plus récemment, la dérive s'est amplifiée face à l'instauration et la sacralisation du principe de précaution.

Le principe de précaution s'interprète économiquement comme un rationnement drastique de la capacité à faire face aux risques de l'existence et de l'action. De façon imagée, il s'agit d'une « mobilisation » inversée. Alors qu'en 1914 ou en

¹⁰ Les décisions d'investissement impliquent un calcul de rendement pour un futur assez lointain et sont donc les plus risquées de celles qui doivent être prises dans la sphère économique.

¹¹ Moteur pour l'économie mais aussi pour sa résilience politique et militaire.

1939, l'Etat obligeait les gens à devenir soldats et à prendre des risques personnels inouïs pour la défense du pays, il décrète désormais une mobilisation tout aussi obligatoire mais à signe négatif, en fait une démobilisation. Par ses lois et règlements contrôlés par le pouvoir exécutif et judiciaire, il limite autoritairement les risques que prendraient librement les individus responsables ou les personnes exerçant des fonctions hiérarchiques¹². En réalité, le principe de précaution est **un rationnement** étatique de la **capacité à prendre et à gérer librement des risques** par les possesseurs d'une culture H2ER. C'est vrai dans beaucoup de domaines : ceux de l'entreprise et de l'administration, mais aussi dans celui de la vie privée. On retrouvera donc le problème à propos du développement et de la qualité de vie humaine. Pour l'Occident le délabrement actuel de cette culture marque la perte d'un avantage comparatif majeur¹³ qui le repousse dans le déclin économique. Dans ce contexte et à moins d'abandonner complètement l'économie de marché, les gouvernements se doivent de renverser le courant.

L'analyse de l'influence de la culture entrepreneuriale et de responsabilité nous a servi d'exemple emblématique des influences exercées par la plupart des cultures humaines sur la croissance économique. Dans la présentation complète des équations d'investissement et d'offre de travail de MIE¹⁴ cet exemple est généralisé à huit autres catégories de cultures humaines.

Conclusions politiques pour la croissance du PIB

Pour promouvoir la croissance et au-delà des mesures classiques à prendre sans attendre : fiscalité, équipements, réforme des retraites... on doit constamment non seulement rechercher le niveau d'investissement global en capital humain mais encore sa structure optimale. Les cultures humaines les plus importantes doivent s'orienter dans le sens favorable à la production : atteindre plus de compétences professionnelles, de liberté d'entreprendre, de formation scientifique... qui peuvent être influencées à moyen terme et ont des répercussions pas trop tardives ; accroître aussi patiemment la puissance nationale, un facteur qui catalyse l'impact de l'ouverture extérieure sur la croissance économique ; utiliser enfin tous les leviers susceptibles de retourner progressivement les mentalités dans le sens du progrès économique.

Fonction de production d'utilité et développement économique

Le niveau de développement économique a été défini plus haut comme : « l'utilité finale des consommations, de l'allocation du temps et des cultures appropriées, en

¹² Ou il les place constamment sous la menace d'actions judiciaires, ce qui finit par les inhiber : inaction et/ou parapluie...

¹³ Un avantage comparatif forgé tout au long de son histoire.

¹⁴ Voir à nouveau mes ouvrages : Landais (2020a, 2020b).

une combinaison qui optimise la qualité de la vie humaine ». Conformément aux usages, on suppose que l'utilité U dépend de variables qui se combinent en respectant les règles des fonctions de ce type et en particulier l'idée de décroissance de l'utilité marginale. Le plan de lecture peut être celui d'un individu, d'un ménage, d'un groupe ou d'un pays tout entier. Le schéma général est donc :

$$\begin{aligned} \text{Utilité globale :} \quad & U = U(Y_d/N, \text{TNP}, \text{Patp}, X_1, X_2, \dots, X_n) \\ & D = d\text{Log}U \text{ en est le taux de croissance}^{15} \end{aligned}$$

Où D est le développement ; Y_d/N est le revenu disponible par tête qui procure aux individus biens, services et contribue en outre à la détermination du temps non professionnel TNP, autre argument majeur de la fonction, consacré à la production « domestique » de satisfactions¹⁶ ; on y voit aussi le patrimoine privé des ménages « Patp », notamment les biens durables dont ils ont la jouissance. Les autres variables X_i sont celles qui interviennent positivement ou négativement sur l'utilité : cultures, rationnements et contraintes diverses que nous examinerons plus loin. Les variations correspondantes concourent au développement.

Ici, la fonction d'utilité est celle des individus, vus comme des consommateurs mais aussi comme des travailleurs et des propriétaires. C'est la raison pour laquelle l'argument de la fonction d'utilité est le PIB et non la simple consommation. De plus, on peut accepter le fait que les biens durables Patp dont disposent les ménages sont l'équivalent du « capital physique » de cette fonction d'utilité.

Dans son encyclique *Populorum Progresio* de 1967 le Pape Paul VI analyse le développement humain à partir d'une formule célèbre : « avoir plus pour être plus » que Michel Biays Professeur à l'Université de Rennes, l'un de ses inspirateurs, complétait ainsi dans ses cours : « être plus, pour avoir plus, pour être plus ». Mais à la réflexion, ce n'est là qu'un début, à poursuivre ici sous la forme de quelques verbes caractérisant les aspirations et sources de bonheur des peuples : **avoir, être, agir, aimer, parler et parfois prier**, qui expriment ces aspirations légitimes de façon universelle, quoique dans des proportions variant d'un individu et d'une civilisation à l'autre. L'ensemble peut se résumer à : vivre ! **Le développement est ce qui fait mieux vivre.**

L'accroissement de l'**avoir** par l'augmentation des équipements du ménage ainsi que des biens et services à leur disposition, combinée à l'extension du temps nécessaire pour en profiter, correspond à une économie plus productive. Normalement, les individus valident cette évolution en choisissant en permanence les combinaisons qui leur conviennent le mieux parmi les diverses consommations et entre le travail professionnel et les autres occupations. A court terme, certaines des

¹⁵ On est bien évidemment dans un univers mathématico-théorique où la notion de taux de croissance est quelque peu désincarnée.

¹⁶ L'analyse suit sur ce point celle de Becker (1965).

variables de D sont des contraintes, d'autres au contraire peuvent être modifiées par les choix des individus, ce qui explique qu'on puisse parler de « production » d'utilité. Il en est ainsi du PIB lui-même, du temps non professionnel disponible et de bien d'autres éléments pris en charge par les variables X_p , par exemple les divers investissements en cultures et les variables de pression négative. Pour déterminer un équilibre dynamique, on doit donc considérer que le développement D n'est pas seulement déterminé en aval de l'évolution du PIB mais conjointement avec elle dans le modèle suivant :

$$\begin{aligned} \text{Log}(Y/N) = & d\text{Log } O + \alpha_L d\text{Log } L + \alpha_K d\text{Log } K + \\ & + a_{\text{h1P}} d\text{Log}(\text{H1P}) + \alpha_A d\text{Log } A - d\text{Log } N \end{aligned} \quad (1)$$

$$D = D [d\text{Log}Y_p, d\text{Log}N, d\text{Log}TNP, d\text{Log}Patp, d\text{Log}X_{1,\dots}, d\text{Log}X_n] \quad (2)$$

Ces deux équations de croissance et de développement forment un système et leurs relations sont d'autant plus croisées qu'on étend la période soumise à l'analyse (voir encadré N°3). En ce sens la croissance d' Y_d a des effets évidents sur le développement tandis que la quête d'utilité U a aussi des conséquences en retour pour la croissance économique, surtout à plus long terme. Notamment, la présence des cultures H dans les fonctions d'investissement des facteurs, en amont de la production, concourt à ce que la recherche d'utilité et de bien-être qui sous-tend le développement influe tôt ou tard sur les capacités productives. En effet, l'investissement en cultures spécifiques dépend de leur apport à l'utilité totale des agents, indirectement par la production mais aussi directement par l'utilité. Les choix opérés pour la maximiser contribuent donc à en fixer le désir d'accumulation et de transmission et *in fine* affectent les fonctions d'investissement menant au PIB et à la croissance économique.

Encadré N° 3 Effets en retour du développement sur la croissance : une illustration

Le développement, comme chemin d'utilité, exerce des effets sur la croissance future. Ce chemin peut être qualifié d'optimal parce qu'il est tracé en partie par les individus et ménages qui composent le groupe national ; il ne l'est pourtant qu'en fonction des contraintes multiples qui s'exercent sur leurs libres choix. Considérons par exemple le « cadre familial » dont dépendent certaines décisions importantes intéressant la croissance à long terme ; ce cadre est contraint par les législations, mœurs, idées dominantes, composition du groupe...

Voyons les choix d'offre de travail et d'allocation du temps d'une période donnée. Ils fixent certes l'utilité au niveau optimal défini et se transmettent assez vite au PIB par ce canal mais ils engagent aussi l'avenir de la transmission des cultures humaines sur le plus long terme. Ainsi d'une structure « optimisée » de la famille se tradui-

sant par une diminution du rôle familial dans l'éducation des enfants et des jeunes : elle correspond à des éléments d'évolution comme le travail des deux conjoints, les parents isolés, les parents immigrés... Cette dérive structurelle contribue à surcharger l'école de nombreuses missions supplémentaires : apprentissage de la langue, égalisation des niveaux des élèves, éducation à la discipline... Au passage, elle justifie la prise de pouvoir des pédagogistes, focalisant exagérément l'institution sur ces missions supplémentaires et alimentant ainsi une baisse progressive du niveau des connaissances transmises. Cette baisse se répercute de cycle en cycle. Le cycle primaire prend cette évolution de plein fouet, la transmet au collège sous forme de retards cumulatifs et ainsi de suite jusqu'à l'université, organisée de plus en plus en gare de triage. On constatera dix ou vingt ans après que la culture humaine professionnelle à l'entrée dans le monde du travail et bien d'autres cultures deviennent insuffisantes. Les choix d'allocation du temps affectent aussi la composition du capital humain, probablement sous la forme d'une réduction progressive de la part des cultures non professionnelles, et induisent des changements de mentalité. Cet exemple montre que les mouvements de l'utilité et du développement rétroagissent continûment sur la croissance du produit. Elles le font à travers les investissements en facteurs de production et en amont sur des variables qui les déterminent. Parmi ces variables, les plus importantes sont les cultures humaines diverses constituant le capital humain.

Deuxième partie : Problématique du développement

L'adhésion des peuples aux progrès du PIB se finalise par leur transformation en augmentation d'utilité, c'est-à-dire en développement. L'un des moyens classiques d'apprécier le message porté par l'équation D est de voir comment l'élévation du niveau des biens et services produits façonne le bien-être. Il ne peut être question de détailler tous les canaux par lesquels le développement s'intensifie grâce à la croissance mais on peut évoquer les plus importants.

Progrès, croissance et développement

Comme le repère la pole-position d' Y_d dans la fonction d'utilité, l'effet le plus évident de la croissance est de procurer de plus grandes quantités de biens d'équipement et de consommation à combiner avec le temps dont dispose le ménage ; la liaison positive se généralise au niveau national. Fondamentalement, le progrès économique s'est toujours manifesté sous la forme d'innovations techniques, conduisant aux trois effets bénéfiques ci-dessous.

- 1) **Des effets sur l'allocation du temps.** A titre d'exemple et pour un ménage d'âge moyen des pays avancés, l'augmentation passée de la productivité s'est d'abord

traduite par une baisse tendancielle de la durée moyenne du travail, un « effet revenu ». Mais elle a attiré aussi de nouvelles personnes actives, en particulier les femmes, par l'effet de substitution des salaires plus élevés. Cet effet de substitution existe parce que le travail professionnel devient plus rentable que le travail au sein du ménage¹⁷. Au total et en tendance séculaire, le temps non professionnel de ce ménage type s'est probablement réduit¹⁸ et, confronté à une plus grande quantité de biens, a pris de la valeur. Il a aussi changé de structure, passant des tâches domestiques peu gratifiantes à des temps de loisirs générant une utilité plus forte en se combinant aux biens de consommation correspondants. C'est un apport indirect du niveau de revenu à l'utilité et au développement.

- 2) **Réduction de la pénibilité du travail.** Les exemples abondent d'innovations et d'organisations permises par l'élévation du niveau technique ayant des effets bénéfiques sur l'exercice des professions initialement très pénibles : ouvriers d'usine, cheminots, mineurs, ouvriers du bâtiment, marins...
- 3) **Augmentation de la quantité de biens et services procurés par des revenus en hausse.** Elle donne de plus riches manières de vivre liées bien plus à de nouvelles consommations qu'à des quantités plus élevées de consommations anciennes. C'est à cette augmentation qu'on se réfère le plus souvent pour marquer le développement. Elle prend aussi très souvent la forme concrète d'investissements des ménages en biens durables, plus généralement du patrimoine privé Patp.

Sur la très longue période, les progrès de la deuxième révolution industrielle des XIXème et XXème siècles ont été formidables¹⁹, les innovations ayant pris la forme de nombreux nouveaux produits. Chacune, même la plus modeste, apportait sa contribution au bien-être : électricité, eau courante, téléphone, radio, télévision, bicyclette, trains, voitures, aviation, machines à laver, réfrigérateurs, congélation, pénicilline... Tous ces éléments ont eu des retentissements directs sur la qualité de la vie et par conséquent sur le développement. Leur combinaison avec le temps de travail et avec le temps non professionnel (TNP) est particulière à chaque innovation, certaines économisant du temps des corvées domestiques : réfrigérateurs, machines à laver..., certaines autres se combinant avec le TNP et le mobilisant pour un meilleur bien-être : loisirs, voyages, communications... et certaines enfin, automobiles, téléphones, moteurs... cumulant un accroissement de productivité du temps de travail, pris en compte par la croissance du PIB, avec des effets directs sur l'utilité finale des travailleurs, en réduisant la pénibilité du travail, et des consommateurs.

¹⁷ Il devient aussi plus rentable grâce au capital humain professionnel accru par l'éducation.

¹⁸ Du moins si l'on s'en tient à un ménage type d'âge moyen. Car naturellement, l'allongement de la durée de la vie humaine, de celle du temps moyen de retraite, de celle des études... montre le caractère très spécifique de l'analyse d'utilité pour des individus différents.

¹⁹ Au tournant du siècle, Robert J. Gordon (2000), faisant le bilan des périodes passées, évoque les grandes découvertes effectuées depuis 1875 mais sans opérer la distinction entre les effets de productivité et les effets directs sur l'utilité et la qualité de vie comme ici.

Pour la France, la période bénie fut les années 1960, quand ces progrès matériels bénéficièrent à une majorité de la population. Ils se produisirent en grand nombre, sans se faire concurrence, grâce à une croissance économique élevée qui permettait d'obtenir « tout à la fois ». Il y eut ensuite un creux, suivi de la révolution numérique.

Cette révolution numérique multiplie les informations à l'excès et procure des avantages en termes de productivité pour certains secteurs²⁰ ; elle n'a pas encore sur la qualité de vie un effet comparable aux progrès du passé. Peut-être arrivera-t-il avec le temps mais rien n'est moins sûr. Ce qui est sûr en revanche, c'est qu'en période de croissance ralentie, l'argent et le temps dépensés par les travailleurs-consommateurs pour leurs besoins nouveaux liés au numérique²¹ viennent en concurrence des consommations anciennes et les rendent précaires. En France, les jeunes générations sont plus particulièrement touchées : par exemple, le logement pour les jeunes chassés du centre des villes et l'automobile.

De façon plus générale, les modes de vie des gens riches mondialisés (écobobos) pèsent sur les lois et règlements et affectent directement le pouvoir d'achat des plus pauvres. Ainsi, la volonté d'avoir des voitures sécurisées non polluantes, des maisons sans émission de CO₂, des jardins et exploitations sans pesticides... affecte directement le pouvoir d'achat des plus pauvres²². Les pressions écologistes, sécuritaires, sanitaires... sont donc un prélèvement direct sur le revenu disponible des catégories les plus modestes. La perte de développement est ainsi symboliquement bien illustrée par les « automobilistes-gilets jaunes », même s'il faut explorer au-delà de la pauvreté pour incriminer la pression croissante exercée parallèlement sur les libertés quotidiennes.

La montée du numérique est aussi à l'origine d'un envahissement du temps par les informations et les images orientées qui ont tendance à devenir un « opium du peuple » abrutissant.

Pour les pays en retard, on enregistre encore un impact marqué en termes de déculturation, de perte d'identité et de lutte contre la pauvreté, alors même que l'effet sur la croissance du PIB est plutôt positif, par la téléphonie mobile notamment. Cette perte d'identité est certes générale, face au « soft power » des pays dominants

²⁰ Certains seulement, en particulier ceux du secteur privé ; dans d'autres cas le bénéfice est très maigre voire négatif (enseignement et administration par exemple) quand la numérisation multiplie les communications inutiles et chronophages au détriment de la responsabilité de décision, de la transmission du savoir et de la réflexion. Gordon (2000) insiste sur ces inconvénients de l'utilisation des réseaux numériques et estime que leur apport passe vite en zone de rendements décroissants.

²¹ Il serait quasiment impossible de s'y soustraire même si on le souhaitait !

²² En France, le « contrôle technique » des véhicules anciens est de plus en plus tâillon. Son but avoué est d'éliminer les vieilles voitures. Quoi qu'on puisse en penser, une quantité de gens pauvres et les jeunes provinciaux notamment sont confrontés à cette pression et en subissent de plein fouet l'impact financier et la menace de marginalisation.

imposant leur façon de vivre²³, mais elle est néanmoins plus dommageable encore pour ces pays pauvres, ceux qui auraient le plus intérêt à choisir des voies nationales adaptées à leur niveau de développement. Plus précisément, l'effet « gilets jaunes » est encore aggravé car la lutte contre la pauvreté est reléguée au second plan. On pense au cas du Chili où le modernisme de l'organisation urbaine, mise en place grâce aux nouvelles technologies, élève les coûts supportés par les plus pauvres. On se souvient des émeutes de Santiago de 2019 à la suite des « rationalisations » mises en place dans le métro de la ville. Les riches y gagnent une métropole mondialisée moderne qui convient à leurs préférences professionnelles et familiales et facilite leur ambition à l'insertion internationale²⁴ tandis que les pauvres se contenteraient bien volontiers de moyens de transport plus frustes, moins « écolos » mais bon marché²⁵. Les « progrès d'organisation » permis par la révolution numérique sont ainsi une arme à double tranchant, menant à une société de plus en plus duale. C'est un phénomène qui touche tous les pays²⁶ mais plus gravement les pays en retard. Il est visible que le raisonnement ci-dessus dépasse l'impact d'un revenu et d'une consommation plus ou moins forte et a aussi beaucoup à voir avec les pressions ou contraintes de la fonction de production d'utilité.

Avant de conclure cette partie, nous admettons que la croissance du PIB a globalement un impact favorable sur le développement, toutes choses égales par ailleurs. L'insuffisance de rythme de développement tient donc déjà à la stagnation du produit et des revenus correspondants. Notre ouvrage (Landais, 2020a) consacré à l'insuffisance de croissance française, en établit les causes : fiscalité, investissements insuffisants en facteurs divers, mentalités, pressions... en proposant ainsi une analyse susceptible d'être élargie aux autres pays.

Des cultures au service du développement

Parmi les variables X_i figurant dans la fonction d'utilité on privilégie une série de variables culturelles H , autant de formes du capital humain qui se combinent avec le revenu et le temps.

Le tableau 1 recense les influences des diverses cultures sur les facteurs de production (+) et le PIB (+) ainsi que sur l'utilité et le développement (+).

²³ Et pas seulement ! Dans notre profession d'économiste, les critères US d'efficacité de la recherche sont copiés avec zèle par les universitaires des pays en développement, encore plus fortement qu'en Europe.

²⁴ Ils s'évadent du cadre national qu'ils ont tendance à renier pour rejoindre la société privilégiée mondiale.

²⁵ Exactement un effet « gilet jaune » mais accentué et compliqué par la dualité ethnique et sociale.

²⁶ ...et qui a sa traduction politique dans l'émergence de forces « populistes » un peu partout, répertoriées parfois à droite parfois à gauche, selon les contingences locales et l'étiquette affichée par les élites dominantes du pays. Au Chili ce sera à gauche, en Italie ou Autriche, à droite...

Tableau 1. Cultures humaines, croissance et développement

Variables → Cultures	O	K	H1P	A	L	PIB	U-DVT
H1 Professionnelle	+	+	+	+	+	+	indirect
H2 Entreprise	+					+	+
H3 Scientifique	+			+		+	indirect
H4 Croyance			+	+		+	
H5 Puissance	+	+		+	+	+	indirect
H6 Volonté			+		+	+	+
H7 Santé			+		+	+	+
H8 Sureté	+					+	+
H9 privée							+
H10 Participation			+		+	+	+

Source : Tableau construit par l'auteur.

Les cultures humaines (à gauche) ont un impact sur les investissements en facteurs de la fonction de production et par conséquent sur la croissance de PIB (avant dernière colonne). Au-delà, elles contribuent au développement (dernière colonne). Parmi les dix cultures présentées au départ, sept exercent un impact direct sur le développement, six d'entre elles ayant déjà eu une influence positive sur le PIB. Les trois autres sont également concernées mais leur influence passe à travers le niveau et l'évolution du PIB (« indirect » sur le tableau 1).

Globalement toutes les influences indiquées sont positives ; elles subissent une contrainte implicite de temps et de moyens pour assurer la progression de chacune. Parfois, on peut noter des incompatibilités directes entre des cultures dans certaines zones de valeurs, quand la recherche d'un niveau de culture plus élevée d'un certain type, par exemple : santé ou sureté, peut entraîner des pressions affectant directement une autre culture, la liberté-responsabilité par exemple.

Cette discussion soulève la question de la voie nationale à suivre, voire du choix de civilisation à opérer. Selon l'héritage culturel et les mentalités héritées de son histoire ancienne ou récente, déterminant sa fonction d'utilité particulière, un pays se verra doté d'une répartition particulière de ces dix cultures, combinaison optimale pour lui, qui n'a aucune raison d'être la même d'un pays à l'autre. L'alignement des choix de développement sur un modèle dominant qu'implique *de facto* le mondialisme est donc manifestement non optimal²⁷. Le choix du « menu »

²⁷ Pour certains observateurs, l'évolution révélerait une sorte de « sinisation » du monde consacrant une supériorité des mesures liberticides chinoises dans les domaines économiques et sanitaires. Ce tropisme prochinaise concurrence la domination culturelle et morale des Etats-Unis. Si, dans bien des domaines, la fascination pour les solutions chinoises est surtout le reflet d'une grande ignorance, dans les deux cas, chinois et américain. Les réflexes mondialistes d'imitation et de généralisation sont inadaptés à la définition d'un véritable développement.

parmi les dix cultures H révèle la « signature » de la voie nationale vers le meilleur développement²⁸.

Les « cultures » à l'œuvre pour l'utilité

On a pu illustrer la fonction d'utilité U et la trajectoire de développement D à partir des verbes : avoir, être, aimer, agir, parler, qui résument ces aspirations légitimes de façon universelle. Les capacités à avoir et à agir dans le domaine économique ont été examinées précédemment à propos de la croissance du PIB et de son rôle dans la fonction d'utilité. Mais on les retrouve aussi avec les autres quand il s'agit de décrire l'influence directe des capacités culturelles sur l'utilité.

La culture d'entreprise et de responsabilité H2ER agit sur l'utilité autant par les actes de la vie courante que par ses apports productifs. Les libertés d'aller et de venir, de pratiquer des sports, de voyager, d'utiliser sa force et sa santé à son profit ou à celui de ses proches est l'une des clés de l'utilité et du développement. Des pressions innombrables se déploient désormais contre cette culture de liberté-responsabilité dans la plupart des pays d'Occident, pressions qui limitent l'emploi des capacités de prise de risque. Au-delà, on perçoit qu'il s'agit d'une culture dont la transmission repose sur une orientation appropriée de l'institution scolaire. La première « pression » à déplorer réside justement dans le fait que l'Etat peut décider par ce canal de **ne pas transmettre** la culture H2ER aux jeunes générations, phénomène que nous vivons pleinement en ce début de XXI^{ème} siècle. Cette « pression passive » vaut aussi parfois pour d'autres formes de cultures humaines (H4C, la culture de croyance par exemple).

La culture religieuse et philosophique de croyance H4C est un élément puissant de qualité de la vie qui éclaire à la fois la vie individuelle et les relations familiales ou sociales. Presque toutes les religions sont favorables à l'entraide et aux attentions que les individus se portent les uns aux autres. Dans la vie courante de beaucoup de populations soumises à des contraintes très dures, la pratique religieuse est une oasis d'amitié et de convivialité²⁹. La philosophie et les convictions humanistes servent aussi de guide en parallèle ou en dehors du sentiment religieux.

La volonté de réussite H6V joue un rôle permanent au profit de l'agir humain. Les hommes ont besoin de se donner des buts à atteindre et la mobilisation de leur

²⁸ Il serait souhaitable d'orienter les recherches des économistes vers une appréciation, au moins qualitative, des structures effectives des « H » observées dans chaque pays et de déterminer aussi en quoi elles diffèrent des structures théoriques optimales de chaque pays. On pourrait encore s'intéresser aux « structures » qui semblent réussir ou celles qui réussissaient dans le passé et les comparer à celles qui prévalent ici et maintenant. La démarche ressemble à celle des classements de type « Cato-Frazer » pour l'indice de liberté économique des pays mais elle embrasserait un ensemble de traits plus vaste. Elle alimenterait le vivier principal des travaux sur le développement inspirés par le modèle MIE.

²⁹ C'est à mon sens une des explications de la progression et des manifestations extérieures de la pratique chrétienne en Afrique subsaharienne.

énergie à cet effet produit constamment une utilité nouvelle. La recherche active du bonheur est souvent la cause du bonheur, l'absence de volonté suffisante est l'une des causes du sous-développement. Les mentalités apathiques et le découragement ne sont pas l'apanage des pays en retard ou à économie socialiste mais deviennent courantes dans les pays anciennement développés. L'assistanat mine directement cette volonté de réussite et réduit le bonheur car ce qui s'obtient sans effort ne produit que des frustrations³⁰.

Il n'est pas besoin d'insister beaucoup pour comprendre l'importance de la santé H7SA pour le bien être mais il faut néanmoins préciser quelques points : il s'agit d'abord d'un sentiment qui est relié à la réalité ; ainsi les efforts publics pour améliorer le système de soins sont payants dans nombre de cas et notamment dans celui des sociétés pauvres. De même, la pollution et l'environnement sont des problèmes qui appellent des solutions pratiques. La Chine, l'Inde, l'Afrique et beaucoup de zones urbaines dans le monde sont lourdement touchées par la pollution et les problèmes de santé qui en découlent.

Néanmoins, il se développe en Occident l'idée étrange que la santé doit absolument être parfaite³¹, que le vieillissement et les infirmités ne doivent pas survenir et que la mort elle-même peut être reculée « ad vitam aeternam ». Dès lors, la santé effective des gens est et sera toujours nettement en retrait de cette perfection inaccessible ; la perception de santé H7SA se minore dans l'esprit de beaucoup. Les sociétés développées et notamment les moins religieuses sont plus exposées à ce phénomène d'insatisfaction permanente. La frustration perpétuelle s'exprime par une explosion des dépenses de santé, dotées de « rendements » de plus en plus décroissants³² et suralimentée par les systèmes de quasi gratuité des soins et des médicaments. Le fatal mécanisme de déresponsabilisation évoqué plus haut joue ici aussi.

H8SU est le sentiment de sécurité, très important pour l'utilité des individus. L'insécurité pourrait littéralement la vie. Il est impossible d'accroître son bonheur, d'être, d'avoir, d'agir, de parler quand on vit la peur au ventre pour soi, ses proches ou pour ses biens. Dans la plupart des pays, la sécurité intérieure dépend de l'Etat, dont c'est l'une des attributions régaliennes. Il doit donc l'assurer. Mais le sentiment de sécurité est avant tout le résultat de la bonne santé sociale, de l'homogénéité religieuse et culturelle et de bien d'autres éléments hérités de l'Histoire comme par exemple la morale partagée.

³⁰ Les pays d'accueil de migrants qui pratiquent l'assistanat à leur égard, ne leur demandant même pas d'apprendre la langue et d'élever correctement leurs enfants, se privent d'un potentiel de croissance considérable en démobilisant leurs énergies ; ils se préparent des lendemains difficiles.

³¹ La charte de l'OMS accreditte cette idée un peu folle.

³² Et probablement négatifs, s'ils conduisent à des troubles psychiques. Le stress et l'insatisfaction se développent en particulier par la multiplication des examens de prévention liée à cette conception maximaliste de la santé.

La culture H9p est l'élément central de la fonction d'utilité. On y trouve les mille facettes de la vie quotidienne : solidarité entre parents et enfants, cultures artistiques et coutumes, poésie, convivialité de voisinage, toutes les capacités à mener les activités de loisir et de sport, la faculté de se grouper au sein d'associations pour jouer de la musique, préparer la fête du quartier et des capacités à préparer et à profiter d'une cuisine de qualité... Le champ de la culture populaire privée est immense ; cet art de vivre est lié à la civilisation et vient généralement de très loin. Parce que nous sommes habitués, nous ne le percevons pas clairement mais en certaines circonstances de privation nous en découvrons l'importance. C'est une culture qui se transmet et qui fait l'objet d'investissements tant matériels qu'immatériels. A l'intérieur de ce tiroir H9p on trouve encore les coutumes, que l'analyse économique considère comme des procédures de relations interhumaines évitant de renégocier trop souvent les contrats et évitant des coûts de conflits transactionnels. Dans tous les pays du monde la culture H9p est un donc vaste héritage qu'on ne doit pas négliger lorsqu'il s'agit de l'utilité, du bonheur et du développement³³. En définitive et si l'on considère sa place dans MIE, la culture humaine privée H9p joue pour la fonction d'utilité et le développement le rôle que joue la culture professionnelle H1P dans la fonction de production et la croissance économique.

Jetons enfin un regard sur la culture de participation H10Pa. On pourrait en donner une définition intuitive en évoquant l'« esprit maison » d'une entreprise. Les individus ont besoin de participer et d'être reconnus, d'être fiers d'appartenir à une structure et de lui être utile. C'est le grognard d'Austerlitz à qui Napoléon tirait l'oreille ! Même les personnes retraitées ou âgées sont sensibles à leur utilité sociale, ne serait-ce que celle de transmettre la culture populaire privée vue plus haut. Une communauté tournée vers le bonheur des gens doit s'en préoccuper pour l'entretenir ou au moins pour ne pas dégrader la culture de participation. Les ingérences, oukases, mauvais traitements et sécheresses de gestion administrative en sont les ennemis et incitent à se révolter, « tirer au flanc » ou simplement démoralisent. Le sentiment d'être reconnu et utile est un élément central de la dignité des personnes. En ces temps d'absurdie pandémique, la dignité d'un enseignant reste d'enseigner, pas de contrôler les « gestes barrière », la dignité d'un étudiant reste d'apprendre... La fierté nationale et l'attachement aux identités régionales, toutes ces fiertés léguées par l'Histoire, donnent encore ce sentiment d'appartenance. Un pays doit donc préserver et cultiver l'art de vivre et l'imaginaire national et contrer efficacement les effets des dominations extérieures même « feutrées ».

³³ Parlant de l'Afrique, Jacques Lavoizard (2020) évoque l'extrême difficulté de vivre cette vie sociale au jour le jour : « Au quotidien, les relations interpersonnelles sont conditionnées par un individualisme forcé, une interdépendance alimentaire et une violence sociale en rapport direct avec les dures conditions de vie ».

Les diverses cultures présentées mobilisées dans la fonction d'utilité ne sont pas indépendantes les unes des autres. Elles s'influencent mutuellement au cours du temps long. Par exemple, la culture de croyance produit des coutumes et ces coutumes ont à leur tour des conséquences pour l'accumulation des savoirs et le sentiment d'utilité sociale ...

Des pressions brident le développement

Les pressions sont des rationnements effectifs qui s'exercent sur toutes les variables élevant la production, l'utilité, le développement ou interfèrent dans leur combinaison. La « pression passive » ou « d'abstention » a déjà été signalée en voyant qu'en de nombreux cas, l'utilité des individus est réduite parce que l'Etat refuse de prendre sa part de l'effort de transmission d'une ou plusieurs des cultures humaines impliquées positivement dans le développement. La fiscalité a été abondamment citée à propos du PIB et de sa croissance et elle ampute aussi le revenu disponible quand les ménages consomment et transmettent leur patrimoine. Sa justification principale est sans doute de fournir des recettes à l'Etat mais elle reste une pression.

Y compris dans ce cas de la fiscalité, les pressions sont exercées très souvent de façon active parce qu'on pense que la liberté des agents les conduiraient à adopter d'autres comportements que ceux que les « chefs publics » leur prescrivent au nom de leur « mission » ou de leur intérêt propre. Il s'agit d'un processus d'ingérence qui écarte le groupe de sa position optimale spontanée. En principe, le suffrage démocratique devrait réduire l'ampleur et la portée de l'ingérence en exprimant légalement la résistance des individus, mais c'est de moins en moins vrai en pratique hors des cas de démocratie directe « à la suisse » ; même dans ces situations de bonne démocratie, il reste que les pressions limitent l'utilité d'un grand nombre de gens par la tyrannie des majorités.

Qui exerce les pressions ? C'est l'Etat et ses agents : armée, policiers, agents des collectivités publiques ainsi que les fonctionnaires internationaux (Europe par exemple). Les pressions passives ou actives s'exercent aussi par les médias, les GAFA, le voisinage, les autorités religieuses, les associations, parfois les syndicats, entreprises et les activistes, ... ; de surcroît, les groupes actifs cherchent à inspirer des lois et des règlements qui leur conviennent. Ces acteurs de droit privé ont en principe besoin du pouvoir coercitif de l'Etat pour « punir » les contrevenants. Les pressions qu'ils exercent sont donc souvent passives (propagande) et indirectes mais prennent parfois la forme directe de l'intimidation. Jusqu'ici³⁴, le caractère public des pressions était cependant le plus généralement avéré.

³⁴ On observe depuis peu une recrudescence de pressions émanant des groupes capitalistes mondiaux (Big Data, Big Pharma...).

Elles existent sous toutes les latitudes et à toutes les époques mais la forme qu'elles prennent est différente d'un pays à l'autre. La plupart du temps, les prescripteurs de pressions se retranchent derrière l'idée de vouloir le bien de ceux qui les subissent. Les dirigeants du monde écartent la dictature « nue » et se parent de la vertu de bienveillance. Ils exercent donc les pressions au motif d'un bien immédiat ou d'un futur paniquant³⁵ et se contentent rarement d'être les interprètes d'une volonté authentiquement populaire. Ils agissent clairement en socialistes.

Comme l'attestent les exemples de la fiscalité et des applications du principe de précaution, des pressions s'exercent déjà sur les milieux professionnels privés et publics³⁶. Mais beaucoup de gouvernements contemporains (Occident, Chine...) se sont rendu compte qu'il est plus facile d'exercer les pressions dans la sphère de la vie privée. Ils évitent ainsi des effets négatifs immédiats sur la croissance économique et se mettent à l'abri des révoltes de la part des acteurs du monde de la production (entreprises, syndicats et organisations professionnelles). Dans leur vie privée, les individus sont plus isolés et vulnérables, souvent incapables de se défendre efficacement³⁷. C'est la raison du glissement progressif des pressions vers la sphère de l'utilité privée et du développement. Dans cette sphère, les individus épargnés sont d'ailleurs nombreux et le réseau des privilégiés ainsi mis en place est un moyen supplémentaire de contrôle. Comme à l'école primaire, on a des systèmes « punitions-récompenses » à base de points en plus ou en moins, systèmes axés sur l'objectif de soumission, formels³⁸ ou informels.

Encadré N°4 Pays développés : l'envahissement du droit

« L'envahissement du droit » ou le « cancer juridique » sont les expressions qui caractérisent le mieux la montée progressive des pressions en Occident. Ce n'est pas uniquement la judiciarisation progressive des relations sociales à la remorque

³⁵Tous les efforts de propagande visent à faire apparaître alors le futur probable comme terrible (urgence climatique, menace terroriste, danger populiste, surpopulation...), donnant lieu ensuite à des gesticulations publiques contraignantes, obligations et interdictions très souvent inefficaces d'ailleurs.

³⁶Les pressions dans cette sphère professionnelle sont intégrées dans le facteur d'organisation du modèle MIE ainsi que dans la variable Taxe de nombreuses fonctions d'investissement. La « pression » dans la production peut souvent s'apparenter à une forme de planisme qui progressivement s'oppose aux logiques du marché libre sans le supprimer. Le « planisme », condamné par Hayek et Popper et oublié avec le socialisme d'état « à la soviétique » refait son apparition sous forme de pressions et d'un arsenal juridique de plus en plus développé. Il vise à réaliser des objectifs politiques et sociaux variés : environnement, action sanitaire, sécurité ... Ils parasitent la production.

³⁷En France, quelques exceptions comme « Chasse, Pêche, Nature et Traditions » ou quelques associations de défense des automobilistes. Elles agissent par pétitions et le relais parlementaire, des actions bien faciles à maîtriser en temps normal.

³⁸Formels de plus en plus, comme dans la Chine contemporaine et maintenant les « pass » sanitaires un peu partout.

des sociétés anglo-saxonnes. Ce n'est pas non plus le seul « pouvoir des juges » justement dénoncé, notamment dans la sphère politique. Ces phénomènes sont deux des éléments d'une inflation ininterrompue de règles juridiques concernant tous les actes de la vie économique, sociale et personnelle. Les façons dont fonctionne une école, une entreprise, un marché, une commune, un service public ou même une famille ont complètement changé depuis une cinquantaine d'années et le point commun de ces changements est l'intrusion massive du droit public, qu'elle soit initiée par l'Etat, les Institutions européennes ou les collectivités territoriales. A ceci s'ajoute la composition disciplinaire du groupe de dirigeants. Les élites intellectuelles qui gouvernent effectivement les pays développés, en particulier la France, sont majoritairement des juristes³⁹ fonctionnant en endo-recrutement. Alexandre Soljenitsyne (1978) le redoutait déjà dans son discours prophétique de Harvard : « Le droit est trop froid et trop formel pour exercer sur la société une influence bénéfique. Lorsque toute la vie est pénétrée de rapports juridiques, il se crée une atmosphère de médiocrité morale qui asphyxie les meilleurs élans de l'homme ». En Occident, on est passé très vite d'une société de philosophes et de combattants⁴⁰ à une société de juristes et l'exhortation du dissident russe chrétien⁴¹ est restée sans effet. A cet égard, c'est l'URSS qui a gagné !

Dans certaines autres parties moins avancées du monde les pressions du droit sont moins accentuées. Faute de moyens, les Etats ne peuvent enserrer les individus dans des réseaux de contrôle aussi minutieux tout en étant assez souvent plus violents.

Les pressions sont très inégalitaires : elles appauvrissent les pauvres, comme on l'a vu avec l'exemple chilien mais ce n'est pas tout. Elles sont aussi largement plus liberticides vis à vis des citoyens ordinaires⁴². La répression routière, menée sous le prétexte de sécurité ou plus récemment sous celui de l'écologie, ne gêne guère les élites mondialisées mais devient progressivement insoutenable pour une grande partie du peuple⁴³. Tous les pays avancés expérimentent la montée de ce

³⁹ La pandémie de 2020 a révélé leurs lacunes en termes de connaissances scientifiques élémentaires, en même temps que de dédain des libertés concrètes.

⁴⁰ En France, la génération des dirigeants issus de la Résistance a normalement perdu le pouvoir vers 1975. Elle a été remplacée par des générations de technocrates, essentiellement formées au droit public.

⁴¹ Jean-Paul II a repris cette analyse à son compte en évoquant les « multiples péchés provenant des abus de ce pouvoir toujours plus absolu que s'arrogé le droit public sur la vie des hommes et de la société » (Prières).

⁴² Ce ne sont pas les riches qui sont obligés de vivre dans les quartiers des villes non nettoyés ou infestés de rats depuis l'interdiction des produits chimiques efficaces...

⁴³ Cette différence est telle que même les Parisiens les mieux intentionnés à l'endroit des « gilets jaunes » et les partis cherchant à récupérer leur combat n'y ont vu qu'une revendication sociale, qu'ils comprennent, sans remarquer la révolte contre les privations quotidiennes de liberté qu'ils n'imaginent pas. Les 80 kms/heure, d'ailleurs finalement maintenus malgré les promesses, ne gênaient guère les

nouveau et profond dualisme : « Pas de liberté pour les gens du peuple ! » est un slogan implicite que les pays en retard pratiquent depuis toujours. Cette maxime virtuelle caractérise les choix des « libéraux oligarchiques » hors sol et hors principes moraux. Par différence, les « libéraux populaires » honorent la tradition chrétienne d'égalité fondamentale des hommes, des plus humbles aux plus riches (Tocqueville, Bastiat, Hayek, Audouin, Libertariens...) ⁴⁴.

Parfois, les événements donnent aux autorités un prétexte supplémentaire pour restreindre les libertés quotidiennes, en profitant d'une émotion soigneusement instrumentalisée. Par l'accoutumance et l'effet de cliquet, ces nouvelles pressions sont rarement levées après coup ⁴⁵.

Encadré N° 5 Instrumentalisation de l'épidémie : L'Afrique aussi...

Parlant de la crise sanitaire, Jacques Lavoizard (2020) indique que les Etats africains ont : « succombé à la même tentation d'instrumentaliser la peur collective et le besoin primal de sécurité à des fins de domination par le contrôle social et l'argent ». Dans beaucoup d'Etats africains (et ailleurs aussi ⁴⁶) il existe une : « autre tendance inquiétante, l'instrumentalisation des contraintes sanitaires à des fins politiques, moyen commode d'interdire opportunément et brutalement les rassemblements d'opposition ». La différence principale que Jacques Lavoizard relève avec les pays avancés c'est qu' : « habituées à la duperie publique et à se débrouiller pour survivre, les populations africaines n'entretiennent plus depuis longtemps le zeste de confiance aveugle et idéologique (vis-à-vis de l'Etat*) auquel s'accrochent encore de nombreux Français soumis... »

Les pressions rationnent souvent l'emploi de cultures humaines diverses présentées au paragraphe précédent. Elles sont donc cruellement ressenties par ceux qui en sont les plus dotés. On assiste au phénomène paradoxal suivant : lorsque les cultures humaines H sont moins transmises, les rationnements provoqués par les pressions n'affectent pas vraiment l'utilité des gens qui en sont démunis. C'est la grande leçon qu'on peut retenir de l'épisode de 2020–2021, lorsque qu'une très grande partie de la population subit sans protester les mesures liberticides liées à la crise sanitaire. En particulier, les jeunes générations, dans leur grande masse, ont

urbains... La répression routière commencée vers 1975, a été le « galop d'essai », une « répétition générale » de l'Etat, vis-à-vis des libertés des individus. Couronnée de « succès » après 45 ans, elle a révélé l'extrême passivité des citoyens face aux premières mesures liberticides... et encouragé les suivantes!

⁴⁴ Les deux catégories de libéraux s'accordent seulement sur le constat d'efficacité économique relative de la liberté et les libéraux oligarchiques, adeptes d'un socialisme de la vie privée, pensent qu'on n'a pas besoin de l'adhésion du peuple pour ça !

⁴⁵ On le voit bien en 2021, au moment de se sortir des contraintes sanitaires.

⁴⁶ Et ailleurs aussi ! La liste est longue : Viet Nam, Algérie, Tunisie, Liban... et ne comporte que peu d'exceptions. C'est malheureusement quelque chose qui peut durer.

donné le sentiment de n'avoir pas hérité d'un sens élémentaire de la liberté⁴⁷ ; il en est de même de la conviction religieuse qui ne dit plus grand-chose à la plupart des gens en Europe ; la répression⁴⁸ ne touche donc qu'une faible minorité. Dans une société morcelée, le pouvoir peut ainsi pratiquer la tactique des Horaces. On comprend pourquoi les Etats ne veulent pas transmettre certaines cultures par l'éducation...

Les pressions sont par nature un rationnement du développement présent, fréquemment motivées par l'idée d'un « développement durable » pensé par ses promoteurs pour organiser un futur qu'elles préserveraient de ses catastrophes annoncées. Leurs fruits contemporains sont presque toujours dérisoires, voire négatifs, tandis qu'elles restreignent rudement l'utilité des individus. Elles expliquent largement le déclin des sociétés occidentales et sont souvent inspirées par des groupes activistes poursuivant ouvertement cet objectif.

Des pressions au contrôle : la marque socialiste de l'époque

Les pressions prennent d'autant plus d'importance à notre époque et pèsent d'autant mieux sur les utilités individuelles et le bonheur des gens qu'elles s'appuient de plus en plus sur les technologies de transparence et de traçage. Un vieux proverbe français disait : « Pour vivre heureux, vivons cachés », exprimant ainsi que la maximisation du bonheur passe par une liberté à l'abri des regards ; à l'inverse, les auteurs de pressions socialisantes peuvent désormais s'appuyer sur toutes sortes d'intrusions dans la vie privée : on connaissait déjà l'inquisition fiscale, corollaire inévitable des pressions économiques sur les firmes et les individus. Mais désormais, les individus laissent de multiples traces numériques et la tendance des auteurs de pressions est de les forcer à en laisser de plus en plus (déplacements⁴⁹, paiements⁵⁰, actes médicaux⁵¹). **C'est le grand bouleversement des vingt-cinq dernières années, le vrai marqueur entre les libéraux nationaux d'un côté et les socialistes mondialistes de l'autre.** Ces derniers n'ont plus besoin de « parti unique » ou de « responsables de quartier » pour contrôler le bonheur des gens et le réaliser à leur

⁴⁷ Dans mon ouvrage (Landais, 2020a), je propose l'évolution du système éducatif comme l'origine principale de cette lacune. La culture de liberté n'est tout simplement plus transmise par l'école.

⁴⁸ On pense aux chrétiens en Chine, en Algérie ou dans bien d'autres pays.

⁴⁹ Depuis quelques décennies les compagnies de chemin de fer des pays développés ont entrepris de subordonner l'accès aux trains à des réservations. Qu'y ont-ils gagné ? Et surtout, qu'y ont gagné les usagers ? On retrouve ici ce que nous a appris l'exemple du Métro de Santiago : rationalisation, contrôle, exclusion des pauvres.

⁵⁰ On peut penser que nous irons très vite vers une suppression de l'argent liquide, qui est une liberté individuelle considérable.

⁵¹ Evidemment, le « Pass Sanitaire » et ça ne fait que commencer...

place. Les forces politiques présentes dans le monde vont devoir progressivement se ranger dans l'un ou l'autre camp.

Présentation finale

A côté des cultures et leur impact positif, le système dynamique MIE élargi au développement, peut donc aussi incorporer les pressions et leur impact souvent négatif :

$$\begin{aligned} d\text{Log}(Y/N) = & d\text{Log} O + \alpha_L d\text{Log} L + \alpha_K d\text{Log} K + a_{H1P} d\text{Log}(H1P) + \\ & + \alpha_A d\text{Log} A - d\text{Log} N \end{aligned} \quad (1)$$

$$\begin{aligned} D = D [& d\text{Log} Y_d, d\text{Log} N, d\text{Log} TNP, d\text{Log} Patp, d\text{Log} H2ER, d\text{Log} H4C, \\ & d\text{Log} H6V, d\text{Log} H7SA, d\text{Log} H8SU, d\text{Log} H9p, d\text{Log} H10Pa, \\ & d\text{Log} H5PU, \textbf{Pressions}] \end{aligned} \quad (2)$$

La première équation est celle de la croissance du PIB ; toutes les cultures et les pressions concernant la croissance du PIB sont intégrées dans les six fonctions d'investissement des facteurs ($d\text{Log}O$, $d\text{Log}K$, $d\text{Log}L$, $d\text{Log}H1P$, $d\text{Log}A$, $d\text{Log}N$).

La deuxième est celle du développement D qui fait intervenir la croissance du revenu disponible par tête, du temps non professionnel, du patrimoine physique privé et la progression de toutes les cultures signalées. Vu leur nombre et l'éparpillement de leurs cibles, les pressions figurant dans cette équation de développement sont simplement indiquées.

Conclusion : Les voies du développement

Dans le système d'équations qui résume l'analyse, les cultures humaines sont omniprésentes directement ou indirectement, que ce soit d'abord pour la compétence professionnelle, les progrès techniques, la puissance et *in fine* la croissance du PIB ou ensuite pour la création de l'utilité par les individus et le développement. Cette théorie justifie donc pleinement de rechercher l'accumulation des cultures humaines à côté de celle du capital physique et du progrès technique. C'est une clef du développement.

L'effort à mener varie cependant d'un pays à l'autre. En effet, les sociétés nationales sont diverses ainsi que les fonctions d'utilité de leurs habitants. Les cultures humaines, bien qu'universelles, existent en proportion variable pour chacune et tendent à une répartition optimale spécifique. Il n'y a donc pas de politique type à promouvoir, indépendamment du contexte national ; cependant, investir,

transmettre les cultures et relâcher les pressions sont certainement les maître-mots d'une reprise du développement partout dans le monde.

Pour donner une traduction politique plus concrète à ce programme théorique, on propose la décomposition suivante : il y a en premier lieu un corpus de mesures et d'orientations établies pour accroître le PIB ; en second lieu, on rattache à la progression de l'utilité « U » un autre ensemble d'orientations à long terme. Le terme « orientations » convient particulièrement dans cette perspective car l'accumulation des cultures humaines est surtout le fait des individus eux-mêmes et sous l'influence de leurs mentalités. Mais l'action publique est néanmoins fortement concernée par action et par omission et elle le sera encore à l'avenir sous des formes inédites. Par exemple, on peut espérer que, dans les prochaines années, l'Etat Nation prenne en charge la protection des choix individuels face à la vague de pressions émanant des organisations mondialistes publiques et privées.

Pour les pays développés, mais aussi peut-être pour les autres, on dira « libérales » les orientations visant à la croissance économique et « populaires » celles qui concernent les autres leviers du développement, surtout la liberté et les cultures privées. Il est clair qu'un programme politique idéal est celui qui combine les deux et les rend compatibles. Ce fut rarement le cas en pratique, les mouvements « libéraux » ayant trop souvent négligé les orientations « populaires » en rapport avec leurs convictions.

References

- Becker, G. S. (1965, September). A theory of the allocation of time. *The Economic Journal*, 75, 493-517.
- Gordon, R. J. (2000, fall). Does the New Economy measure up to the great inventions of the past? *Journal of Economic Perspectives*, 14, 49-74.
- Landais, B. (2020a). Croissance économique et choix politiques. Paris : L'Harmattan.
- Landais, B. (2020b). Macroéconomie efficace ; croissance et crises. Paris : L'Harmattan.
- Lavoizard, J. (2020, novembre 15). *Pandémie en Afrique : même arme de domination massive qu'en Europe*. Boulevard Voltaire.
- Soljenitsyne, A. (1978). *Le déclin du courage*. (Discours d'Harvard). Paris : Le Seuil.

